



Actualités OFS

3 Vie active et rémunération du travail

Neuchâtel, juillet 2009

Indicateurs du marché du travail 2009

Résultats commentés pour la période 2003–2009

(Extraits de la publication intégrale «Indicateurs du marché du travail 2009»)

Renseignements:

Thierry Murier, OFS, Section Travail et vie active, tél.: +41 32 713 63 63
e-mail: Thierry.Murier@bfs.admin.ch
N° de commande: 206-0904

Abréviations dans les graphiques

CMT	Comptes globaux du marché du travail
ESPA	Enquête suisse sur la population active
ESS	Enquête suisse sur la structure des salaires
EUROSTAT	Office statistique des Communautés européennes
ISS	Indice suisse des salaires
seco	Secrétariat d'Etat à l'économie
SPAO	Statistique de la population active occupée
SPSE	Statistique des personnes sans emploi
STATEM	Statistique de l'emploi
SVOLTA	Statistique du volume du travail

Table des matières

2003–2008: Principales évolutions sur le marché suisse du travail	4
2003–2008: Les déséquilibres sur le marché suisse du travail	6
2003–2008: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail	8
2003–2008: La main d'œuvre suisse et étrangère	10
2003–2008: Evolution dans les différents secteurs économiques	12
2003–2008: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse	14
Situation du marché du travail au 1 ^{er} trimestre 2009 et perspectives à court terme	16
Le marché suisse du travail en comparaison internationale	18

«Indicateurs du marché du travail 2009»

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les places vacantes, les aspects dynamiques du marché du travail, la structure et l'évolution des salaires. Après une première partie consacrée aux résultats commentés pour la période 2003–2009, cette publication passe en revue les définitions des principaux indicateurs du marché du travail. Un chapitre spécifique décrit ensuite les aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Enfin la dernière partie de cet ouvrage est constituée de près de soixante tableaux présentant en détail les résultats des différentes statistiques du marché du travail.

La publication «Indicateurs du marché du travail 2009» sera disponible à partir du 28 août 2009.

N° de commande: 206-0902

Commandes: tél.: 032 713 60 60 fax: 032 713 60 61

Prix: Fr. 22.– ; env. 130 pages

2003–2008: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

Les années 2003 à 2008 marquent la fin de la période de faible conjoncture amorcée en 2001 et le retour à une période de croissance. La très bonne tenue des principaux indicateurs du marché du travail à partir de 2006 témoigne de la vitalité retrouvée de l'économie suisse: le nombre d'actifs occupés, le nombre d'emplois et le volume total des heures travaillées progressent sensiblement, le niveau de chômage se réduit fortement et les immigrations de main-d'œuvre continuent de dépasser largement les émigrations. Dans ce contexte favorable, les salaires progressent en termes réels de 2,8% sur l'ensemble de la période 2003–2008, ce qui correspond à un accroissement annuel moyen de 0,5%. Les premiers signaux d'un nouveau ralentissement économique apparaissent toutefois dès la deuxième partie de l'année 2008.

L'activité professionnelle progresse fortement entre juin 2003 et juin 2008: selon les enquêtes auprès des ménages, le marché du travail enregistre en cinq ans un gain de 349'000 actifs occupés (+8,4%) et les informations collectées auprès des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire indiquent un gain de 308'000 emplois (+8,4%). L'intensité de la croissance de l'emploi varie toutefois durant la période sous revue: la timide reprise conjoncturelle à partir du 2^e trimestre 2003 ne se répercute pas immédiatement sur le marché du travail. Entre juin 2003 et juin 2005, tant le nombre de personnes actives occupées que le nombre d'emplois n'augmentent que faiblement (tous les deux +0,9% en l'espace de deux ans) et le taux de sans-emploi croît encore légèrement (4,4% en juin 2005 contre 4,1% deux ans plus tôt). Malgré la faible progression de l'activité durant ces deux années, la pression migratoire reste élevée, avec des excédents migratoires de 26'000 personnes actives en 2004 et de 29'000 personnes actives en 2005.

Ce n'est qu'avec l'accélération de la croissance économique au cours du 2^e semestre de 2005 que les effets se font réellement ressentir sur le marché du travail: entre le 2^e trimestre 2005 et le 2^e trimestre 2008, le nombre de personnes actives occupées croît de 7,5% et le nombre d'emplois dans les entreprises des secteurs secondaire et tertiaire de 7,4%. Le taux de sans-emploi baisse quant à lui de 1,1 point de pour cent en trois ans, atteignant un seuil en juin 2008 (3,3%). Ce niveau reste toutefois bien en-dessus du plancher atteint lors de la précédente période de croissance (2,5% en juin 2001).

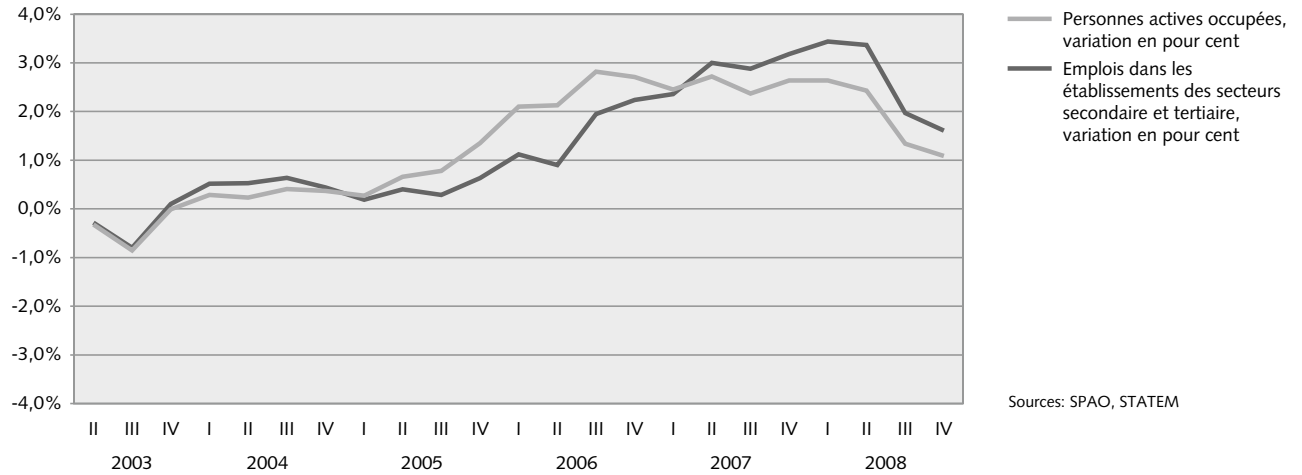
Pour les deux derniers trimestres de l'année 2008, les principaux indicateurs du marché du travail annoncent déjà un nouveau ralentissement: le rythme annuel de progression du nombre d'emplois et du nombre de personnes actives occupées ralentit fortement. A la fin de l'année 2008, le nombre d'actifs occupés n'augmente plus que de 1,1% et celui des emplois de 1,6% par rapport à un an auparavant. Le taux de sans-emploi remonte à 3,7% à fin décembre 2008.

Sur un plan structurel, la période 2003–2008 se caractérise à nouveau par un fort développement de l'activité à temps partiel: en juin 2008, 1,466 million de personnes occupent un poste à temps réduit, soit environ une personne active occupée sur trois. Ce nombre est en augmentation de 14,7% par rapport à juin 2003 (1,278 million). Le nombre d'actifs occupés à plein temps est aussi en progression notable (+5,6% à 3,040 millions en juin 2008). Ce glissement vers le temps partiel n'empêche pas le volume total des heures effectives de travail de progresser entre 2003 et 2007 (+6,2%). Cette augmentation des heures travaillées s'explique principalement par la progression du nombre de postes de travail, mais aussi par une hausse du volume d'heures supplémentaires (+7,0%).

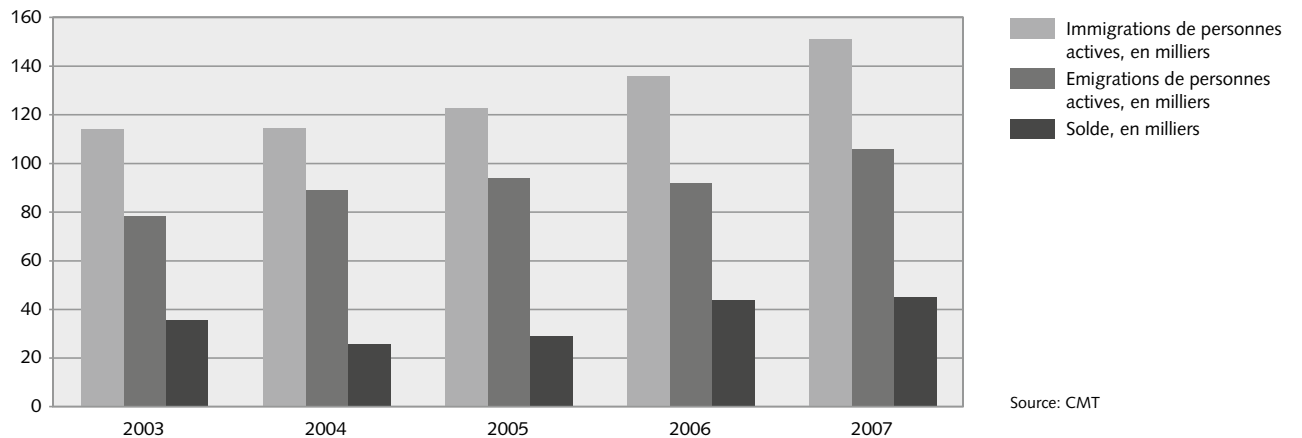
En 2008, les salaires réels enregistrent un recul de 0,4% sous l'effet conjugué d'une hausse des salaires nominaux à 2,0% et d'une inflation marquée de 2,4%. En 2007 par contre le pouvoir d'achat des salaires progressait de 0,9% grâce à une inflation relativement faible à 0,7% et à une progression nominale de 1,6%. Sur les années 2004 à 2006, la croissance des salaires réels oscille autour de la valeur nulle.

2003–2008: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

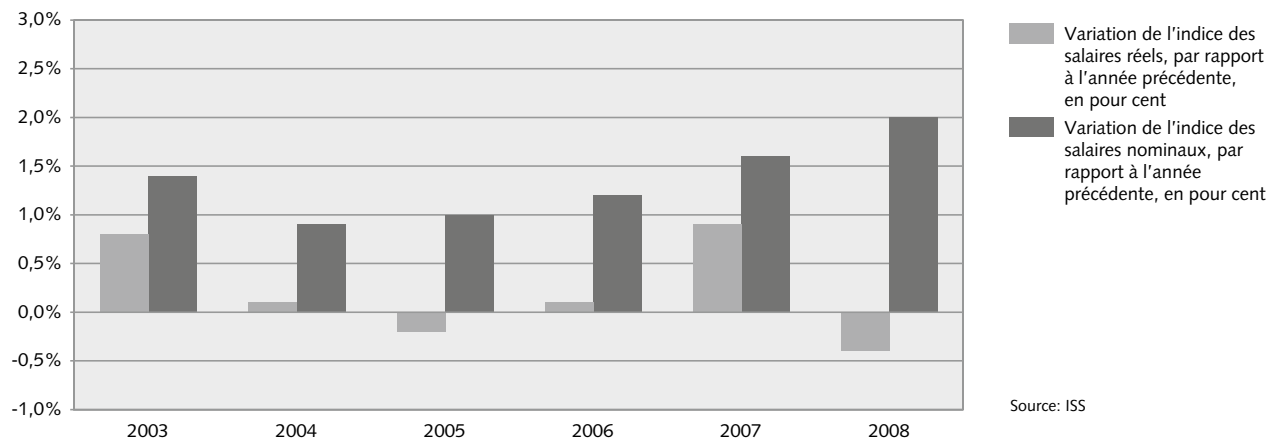
Variation du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois, par rapport à l'année précédente, en pour cent, juin 2003 – décembre 2008



Migration de main-d'œuvre, en milliers, 2003–2007



Variation de l'indice des salaires nominaux et de l'indice des salaires réels, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2003–2008



2003–2008: Les déséquilibres sur le marché suisse du travail

En 2003, le marché du travail se caractérise par une offre de travail excédentaire. Le timide regain de croissance au début de la période sous revue n'a pas d'impact immédiat sur la demande de travail: jusqu'en 2005, le niveau de l'emploi ne progresse que de façon marginale et le nombre de personnes sans emploi reste élevé. Ce n'est qu'avec l'accélération de la croissance à partir de la fin de l'année 2005 que la tendance s'inverse. Les entreprises augmentent leurs effectifs et le chômage diminue de manière significative. Dès le milieu de l'année 2008, la croissance de la demande de travail fléchit et les indicateurs de prévision de l'évolution de l'emploi à court terme relevés auprès des entreprises présentent les premiers signaux d'un refroidissement.

Conséquence de deux années de mauvaise conjoncture, la situation sur le marché suisse du travail est tendue au début de la période sous revue: en juin 2003, tant le nombre de personnes sans emploi que le nombre de personnes inscrites auprès d'un office régional de placement ont atteint des niveaux élevés (172'000 respectivement 140'000 personnes). Du côté des entreprises, l'indice des places vacantes atteint un de ses niveaux les plus bas (100 points). Les indicateurs de pénurie de main-d'œuvre sont faibles pour tous les niveaux de qualification. La part d'établissements déclarant manquer de personnel qualifié n'est plus que de 16,5% contre près de 40% sur la fin de la précédente période de croissance (début de l'année 2001).

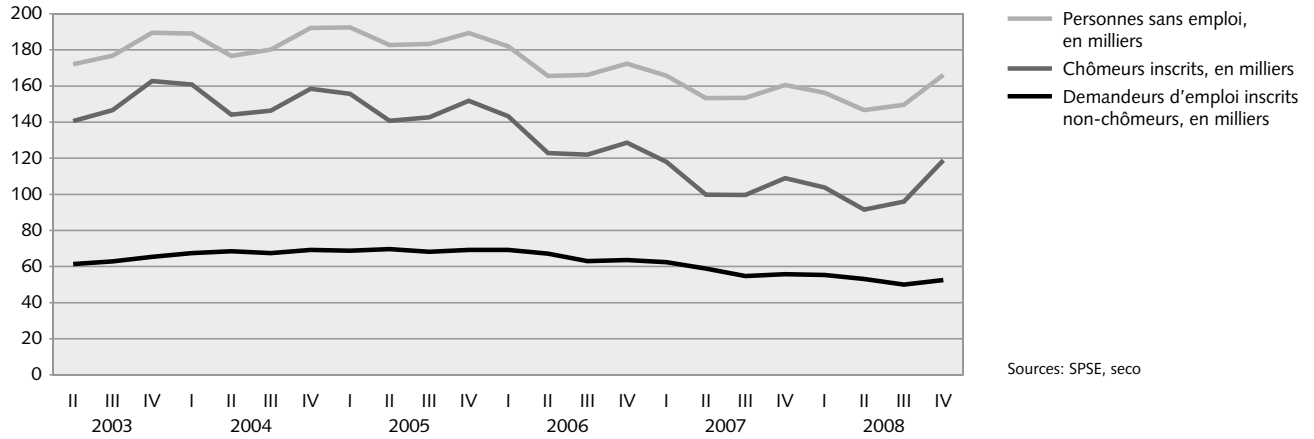
Le retour d'une croissance modérée dès le 2^e trimestre 2003 n'a pas de répercussions immédiates sur le marché du travail: entre le 3^e trimestre 2003 et le 3^e trimestre 2005, l'indice des places vacantes évolue entre 80 et 120 points et l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi n'excède jamais 1,02 point. Cette absence de dynamisme se reflète aussi dans les données du chômage qui n'affichent aucun recul, le taux de sans-emploi (4,4%) étant en juin 2005 même légèrement supérieur à celui de juin 2003 (4,1%). L'augmentation du volume des heures supplémentaires à 174 millions d'heures en 2003, puis à 176 millions en 2005 montre que, durant cette période, les entreprises préfèrent profiter au maximum des capacités existantes plutôt que d'augmenter leurs effectifs. Le volume d'heures supplémentaires représente l'équivalent de quelques 90'000 emplois à plein temps. Il serait cependant erroné de conclure que le chômage aurait pu être résorbé grâce à une meilleure répartition du travail. En effet, le travail supplémentaire est souvent de nature temporaire et des décalages subsistent entre les qualifications requises par les entreprises et les qualifications des personnes sans emploi.

L'accélération de la croissance économique perceptible dès la fin de l'année 2005 apporte enfin un changement dans l'orientation des indicateurs du marché du travail. Le chômage se réduit sensiblement, même s'il se maintient à un niveau plus élevé qu'au cours de la précédente période de croissance (1998 à 2001). Entre juin 2005 et juin 2007, le nombre de sans-emploi passe de 183'000 à 153'000 et le nombre de chômeurs inscrits redescend de façon temporaire sous la barre des 100'000, ceci pour la première fois depuis presque 5 ans. Quant aux demandeurs d'emploi non-chômeurs (personnes avec gain intermédiaire et personnes en programme d'emploi temporaire ou en programme de reconversion et de perfectionnement), après avoir atteint un pic à 70'000 en juin 2005, leur nombre redescend à 53'000 deux ans plus tard. Parallèlement, la demande de travail se renforce. L'indice des places vacantes augmente progressivement pour atteindre 213 points en juin 2007, soit son niveau le plus haut depuis 6 ans. Il reste toutefois assez éloigné du niveau record atteint au milieu de l'an 2000 (284 points). Avec 1,08 point en juin 2007, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi atteint quant à lui son plus haut niveau depuis son introduction au 1^{er} trimestre 2004.

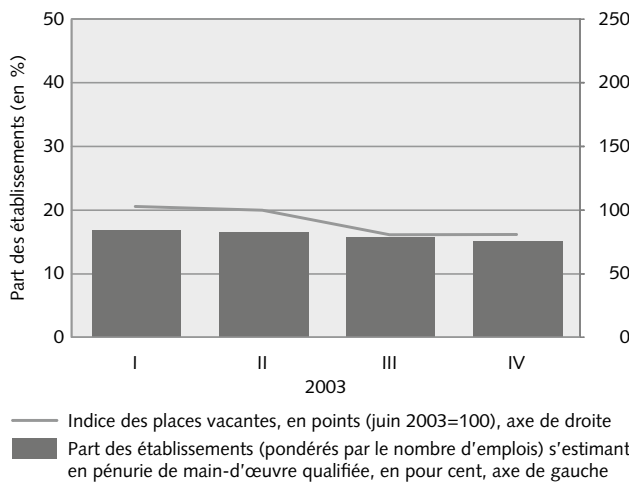
Dès le milieu de l'année 2008, la croissance de la demande de travail commence à fléchir: en juin 2008, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi est déjà légèrement inférieur au niveau atteint en juin 2007 (1,07 point contre 1,08 point) et l'indice des places vacantes n'est que d'à peine 4 points plus élevé (217 points contre 213 points).

2003–2008: Les déséquilibres sur le marché suisse du travail

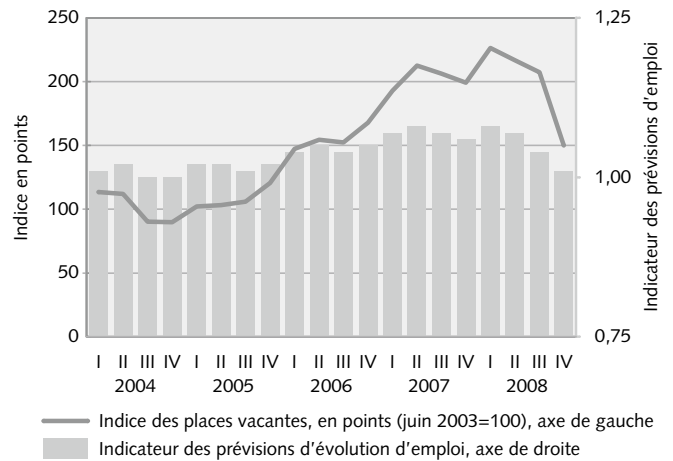
Personnes sans emploi, chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, juin 2003 – décembre 2008



Indice des places vacantes (en points) et part des établissements en pénurie de main-d'œuvre qualifiée* (en pour cent), mars 2003 – décembre 2003



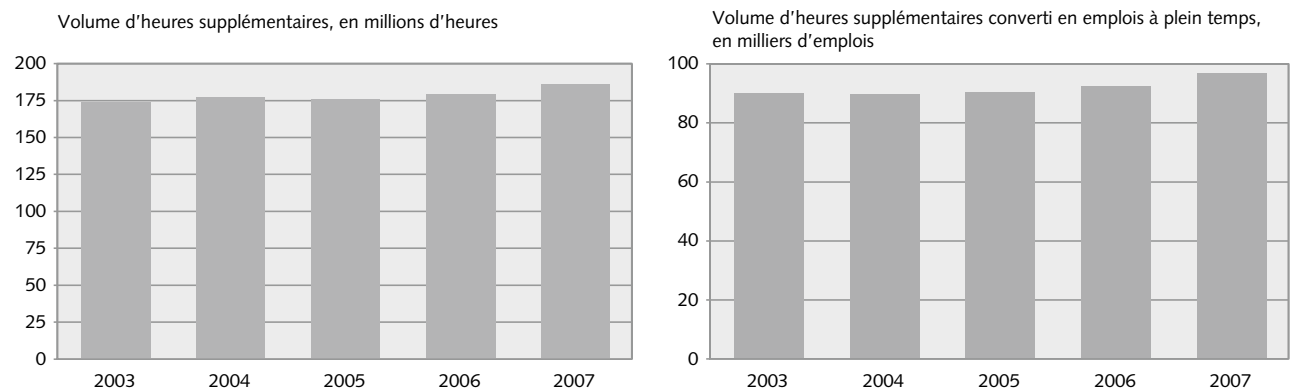
Indice des places vacantes et indicateur des prévisions d'évolution d'emploi, en points, mars 2004 – décembre 2008



* la part des établissements en pénurie de main-d'œuvre n'est plus calculée à partir du 1^{er} trimestre 2004

Source: STATEM

Volume d'heures supplémentaires, en millions d'heures et leur équivalent en emplois à plein temps*, 2003–2007



* L'équivalent en emplois à plein temps est obtenu en divisant les heures supplémentaires par la durée effective de travail dans les emplois à plein temps

Source: SVOLTA

2003–2008: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

L'emploi continue de se féminiser entre 2003 et 2008, l'activité féminine progressant toujours plus fortement que celle des hommes. La tertiarisation de l'économie et le développement du travail à temps partiel contribuent à cette évolution. En effet, cinq femmes actives occupées sur six travaillent dans le secteur des services et plus d'une femme active occupée sur deux travaille à temps partiel. Même si aujourd'hui la majorité des hommes exercent aussi leur activité dans le secteur tertiaire, le secteur industriel représente encore un tiers des emplois masculins. La bonne conjoncture dans ce secteur entre le milieu de l'année 2005 et la fin de 2007 profite ainsi particulièrement aux hommes. Malgré une présence accrue sur le marché du travail, les femmes restent confrontées, tant en termes de chômage que de salaires, à des conditions généralement moins favorables que les hommes.

Entre juin 2003 et juin 2008, le nombre d'hommes actifs (hommes actifs occupés et hommes sans emploi confondus) progresse de 6,0% (2,541 millions en juin 2008) alors que le nombre de femmes présentes sur le marché du travail augmente de 9,3% (2,112 millions de femmes actives en juin 2008). Ces dernières voient ainsi leur part au sein de la population active croître de près d'un point de pour cent, passant de 44,6% à 45,4% en l'espace de cinq ans. Si les hommes ont bénéficié de la haute conjoncture dans le secteur secondaire durant deux ans et demi au cours de la période sous revue, les femmes poursuivent la progression régulière observée depuis de nombreuses années. Outre une conjoncture favorable, le fait de mener de plus en plus souvent de front activité professionnelle et vie de famille explique cette évolution.

La place toujours plus importante qu'occupe le travail à temps partiel dans notre société contribue au développement de l'activité des femmes (et inversement). En juin 2008, 56,9% des femmes travaillent à temps partiel contre 55,9% en juin 2003. Chez les hommes, le travail à temps partiel touche à peine un peu plus d'un homme sur dix mais progresse légèrement (12,6% en juin 2008 contre 10,7% 5 ans plus tôt). La distribution très inégale du temps partiel explique que les femmes ne contribuent que pour un peu plus du tiers du volume total des heures effectives de travail (36,5% en 2007).

La tertiarisation de l'économie est un autre élément qui favorise l'essor de l'activité des femmes. En effet, c'est dans le secteur tertiaire que travaillent plus de cinq femmes actives occupées sur six, soit 85,4% en juin 2008. Seules 11,8% d'entre elles sont occupées dans le secondaire et 2,8% dans le primaire. Si les hommes travaillent eux aussi majoritairement dans le secteur des services (62,2%), comparativement aux femmes ils restent fortement présents dans le secteur secondaire (32,7%). Enfin, 5,0% d'entre eux sont actifs dans le secteur primaire.

Au début de la période sous revue et suite à deux années de ralentissement économique, le niveau de sans-emploi est élevé tant chez les hommes (3,8% des hommes actifs en juin 2003) que chez les femmes (4,5%). Malgré le retour d'une croissance modérée, ces taux vont rester élevés durant 2 ans, progressant même chez les femmes (juin 2005: 5,1%). A partir du milieu de 2005, l'accélération de la croissance profite davantage aux hommes: leur taux de sans-emploi tombe à 2,7% en juin 2008

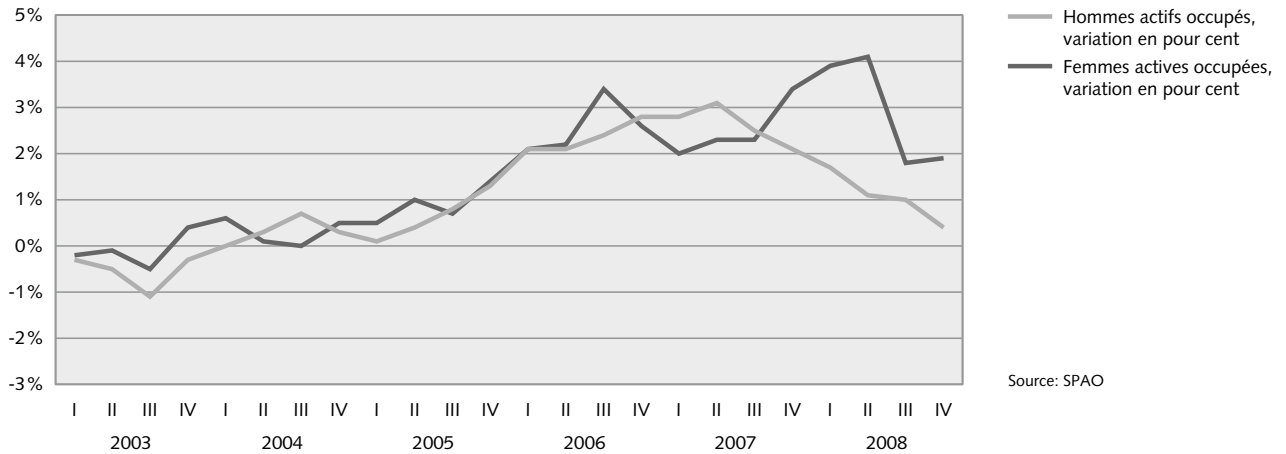
mais ne descend pas en dessous de 4,0% chez les femmes. Pour comprendre l'évolution différente du chômage entre les sexes, il est utile de distinguer chômage frictionnel, structurel et conjoncturel. Le chômage frictionnel (conséquence du temps nécessaire pour trouver un travail après une période d'inactivité ou après la perte imprévue d'un emploi) reste plus élevé chez les femmes; celles-ci sont en effet plus nombreuses que les hommes à réintégrer le marché du travail après avoir cessé leur activité professionnelle pour se consacrer à leur famille. Sur le plan du chômage structurel (conséquence des décalages entre compétences offertes et demandées et du manque de mobilité géographique des chômeurs), les femmes semblent également moins bien loties que les hommes: elles présentent en moyenne un niveau de formation moins élevé, peinent parfois à faire valoir leurs compétences après une pause familiale et sont souvent liées à la région dans laquelle travaille leur conjoint. En raison de leur forte présence dans le secteur secondaire (industrie et construction), les hommes sont par contre moins bien lotis en regard du chômage conjoncturel (conséquence de l'évolution du cycle économique). Le secteur secondaire réagit en effet plus rapidement aux coups de frein conjoncturels (comme au début de la période sous revue) que le secteur des services. Il est par contre généralement le premier à retrouver de la vigueur lors de phases de reprise économique (ce qui a été le cas en 2005).

Avec un salaire brut standardisé médian de 6076 francs par mois en 2006, les hommes restent encore nettement mieux rémunérés que les femmes. Le salaire de ces dernières s'élève en effet à 4926 francs soit 18,9% de moins. La différence diminue cependant, puisqu'elle était encore de 22,9% dix ans plus tôt. Etant donné l'élévation continue du niveau de formation des femmes et leur accès de plus en plus fréquent à des postes à responsabilités, cette réduction de l'écart salarial devrait se poursuivre.

La progression plus soutenue de l'indice des salaires des femmes s'inscrit dans une tendance de long terme observée depuis le milieu des années 1960. Toutefois, cette croissance plus élevée reste à relativiser puisque le calcul de variation se base sur des salaires féminins globalement moins élevés que ceux des hommes. Sur les six années de 2003 à 2008, l'accroissement annuel moyen des salaires réels s'élève à 0,3% pour les femmes et à 0,2% pour les hommes.

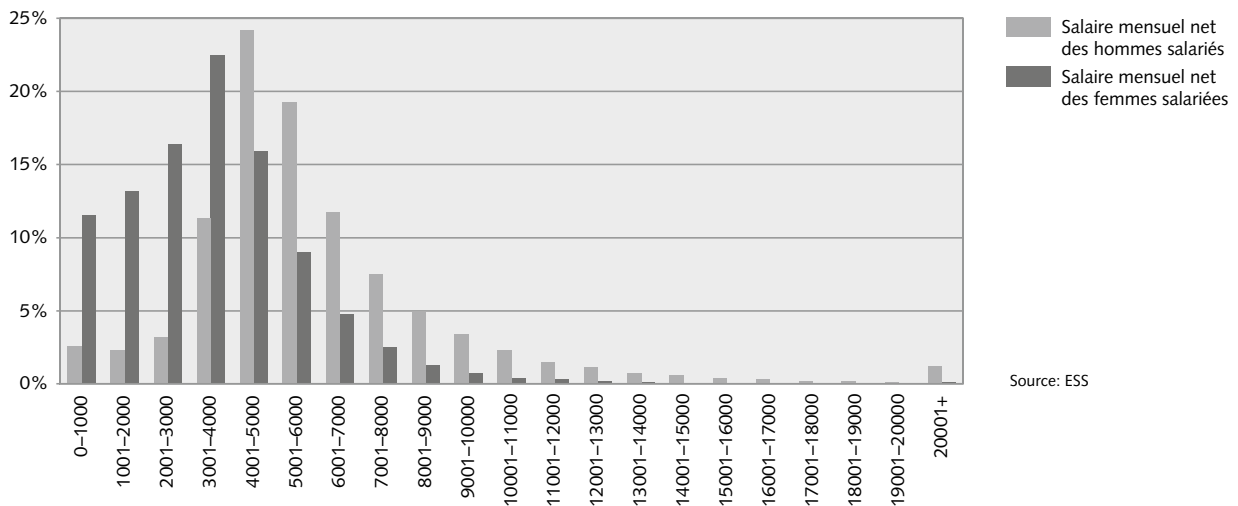
2003–2008: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, mars 2003 – décembre 2008



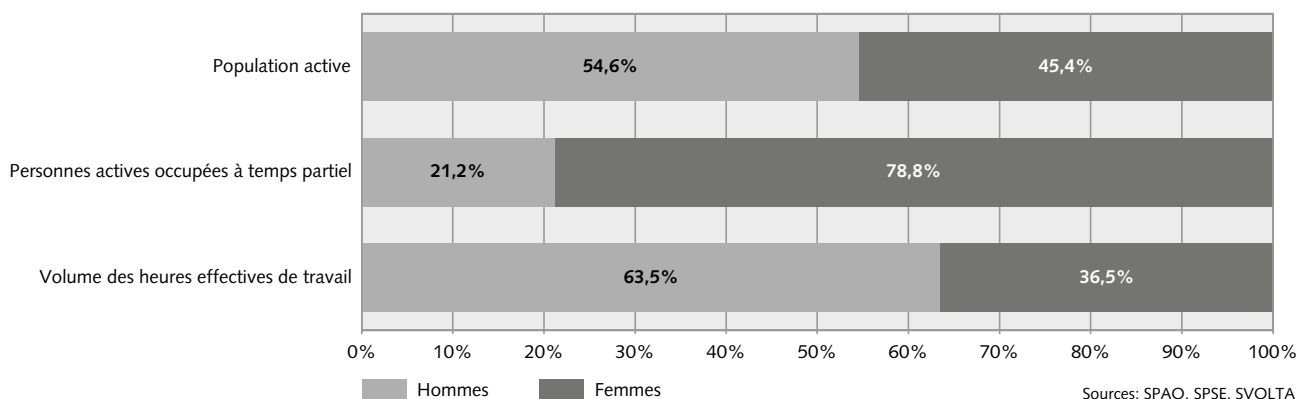
Source: SPAO

Distribution des salaires mensuels nets non standardisés, par sexe, en pour cent, 2006



Source: ESS

Répartition hommes/femmes de la population active (juin 2008), des personnes actives occupées à temps partiel (juin 2008) et du volume des heures effectives de travail (2007), en pour cent



Sources: SPAO, SPSE, SVOLTA

2003–2008: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de travailleurs étrangers. Entre 2003 et 2008, la progression du nombre de personnes actives de nationalité étrangère est presque deux fois et demie plus élevée que celle du nombre de travailleurs suisses. La différence serait encore nettement plus marquée sans les naturalisations. Sur l'ensemble de la période, les taux de sans-emploi des étrangers restent cependant de deux à trois fois plus élevés que ceux des Suisses. Enfin, les conditions salariales continuent à être plus favorables aux Suisses.

Entre juin 2003 et juin 2008, le nombre de travailleurs étrangers (étrangers actifs occupés et étrangers sans emploi confondus) progresse près de deux fois et demie plus rapidement que celui des personnes actives de nationalité suisse (+13,2% à 1,271 million contre +5,5% à 3,382 millions). La hausse de la population étrangère est particulièrement importante à partir du 2^e semestre 2006. Elle est le reflet d'une immigration très soutenue de main d'œuvre étrangère: sur l'ensemble de la période 2003–2007, le nombre de travailleurs immigrant en Suisse excède de 205'000 personnes celui de ceux qui quittent le pays. Outre l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne en juin 2002 et sa mise en œuvre par étapes, la conjoncture économique positive contribue à expliquer ce fort mouvement migratoire. Les migrations de personnes actives de nationalité suisse se soldent par contre par un bilan négatif de 26'000 personnes actives sur cinq ans.

Les naturalisations jouent un rôle sur la structure de la population active: de 2003 à 2007, quelque 108'000 personnes actives étrangères obtiennent la nationalité suisse. Sans ces changements de nationalité, les effectifs de main-d'œuvre étrangère auraient augmenté de 22,8% entre 2003 et 2008, alors que la population active suisse ne se serait accrue que de 2,1%. En 2008, la part d'étrangers dans la population active s'élève à 27,3% contre 25,9% cinq ans plus tôt.

Parmi les Suisses présents sur le marché du travail en juin 2008, 3,298 millions occupent une place de travail tandis que 83'000 sont sans emploi. Les Suisses atteignent ainsi un taux de sans-emploi de 2,5%, soit un niveau inférieur à celui de 2003 (2,9%). La situation des étrangers reste moins favorable: en juin 2008, 1,207 million sont actifs occupés, alors que 63'000 sont sans emploi. Le taux de sans-emploi s'élève à 6,0% dans la population active étrangère, contre 8,4% en juin 2003. Les étrangers demeurent plus exposés au risque du chômage, d'une part en raison du fait qu'un nombre relativement important d'entre eux n'ont pas achevé d'autre formation après l'école obligatoire (28,7% contre 12,5% des Suisses), d'autre part à cause de leur forte représentation dans le secteur secondaire, secteur particulièrement sensible aux aléas de la conjoncture. Dans ce secteur, la part représentée par la main-d'œuvre étrangère s'élève à plus d'un tiers (36,0% en juin 2008), alors que dans le tertiaire, celle-ci ne s'élève qu'à 24,7%; dans le secteur primaire, seul un travailleur sur dix (11,3%) est étranger. Les travailleurs étrangers occupent pour la plupart un emploi salarié (95,7%; Suisses: 86,5%). Seuls 4,3% exercent une activité en tant qu'indépendant ou comme collaborateur d'une entreprise ou exploitation familiale. Différents facteurs expliquent cet écart, parmi lesquels des questions d'intégration et l'impossibilité de reprendre une

entreprise familiale pour les étrangers de la 1^{re} génération. De plus, la part des personnes de moins de 40 ans est plus importante dans la population étrangère que chez les Suisses (la classe d'âges de 40 à 64 ans compte une proportion d'indépendants nettement plus élevée que dans les autres classes d'âges).

Entre juin 2003 et juin 2008, la part de personnes travaillant à temps partiel s'inscrit en légère hausse pour les Suisses (+2,2 points de pour cent) comme pour les étrangers (+1,4 point de pour cent). Ce mode de travail reste toutefois moins répandu chez les femmes étrangères que chez celles de nationalité suisse puisqu'au milieu de l'année 2008, les travailleuses étrangères ne sont que 43,5% à exercer une activité à temps réduit, contre 60,6% des travailleuses de nationalité suisse. Chez les hommes, l'écart est moins marqué: les parts correspondantes atteignent respectivement 8,4% et 14,2%.

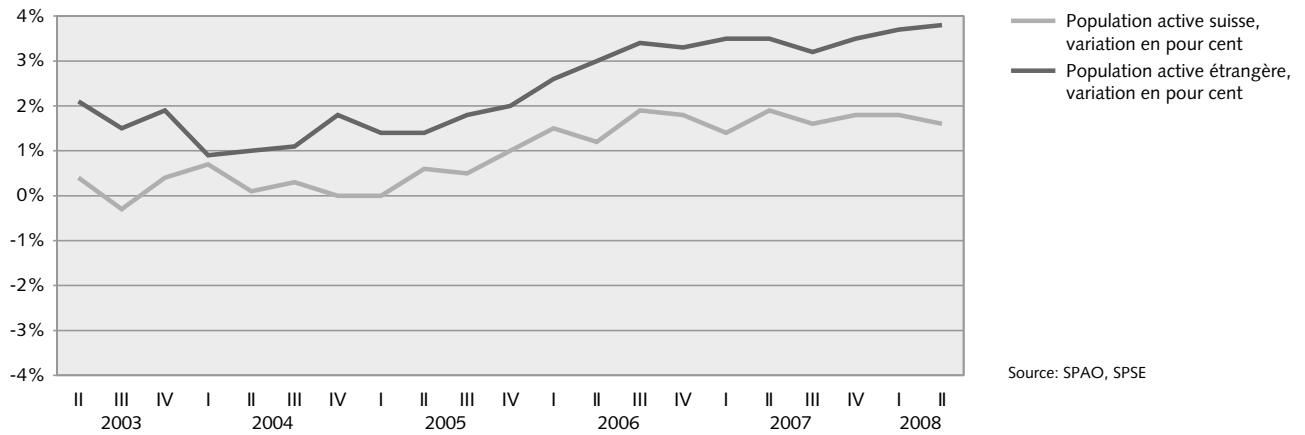
La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon l'autorisation de résidence change. Si, en juin 2008, les travailleurs titulaires d'une autorisation d'établissement constituent encore la moitié de la population active étrangère (50,1%), leur part est en net recul (57,0% en juin 2003). La part des titulaires d'une autorisation de courte durée est aussi en baisse (3,9% en 2008, soit une diminution de -1,9 point de pour cent par rapport à 2003). Cette évolution peut s'expliquer par le fait que le contingentement de main-d'œuvre provenant des pays membres de l'UE-15 (+Chypre et Malte) et de l'AELE a été supprimé le 1^{er} juin 2007 et que les autorisations de séjour de courte durée n'ont donc plus été utilisées pour remplacer les contingents épuisés d'autorisations de séjour. Les autres groupes en revanche gagnent en importance (titulaires d'une autorisation de séjour: 26,2% du total des travailleurs étrangers en juin 2008 contre 19,9% en 2003; frontaliers: 17,7% contre 16,0%; catégorie «autres»: 2,1% contre 1,2%).

En 2006, le salaire brut standardisé médian des salariés étrangers est de 13,9% inférieur à celui des Suisses (5140 francs contre 5952 francs). Ces chiffres ne permettent cependant pas de conclure à une inégalité de traitement: d'une part, les travailleurs étrangers sont en moyenne plus jeunes (en juin 2007, 56,5% des actifs occupés étrangers avaient moins de 40 ans contre seulement 43,8% chez les Suisses). D'autre part, comme cela a déjà été mentionné, d'importantes différences subsistent entre Suisses et étrangers en termes de niveau de formation et de répartition entre les branches économiques.

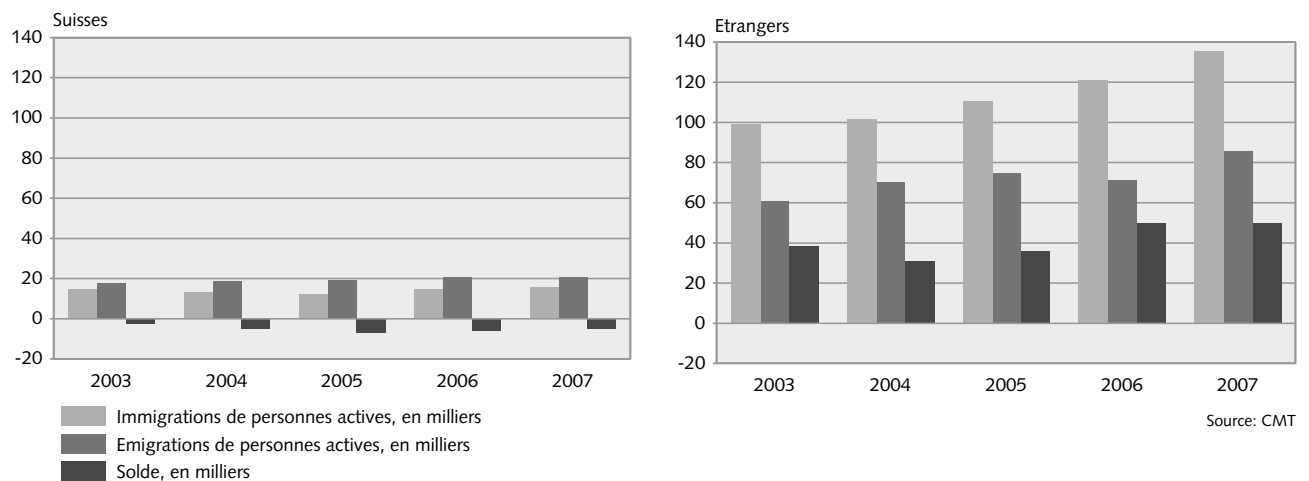
Les chiffres présentés ici ne doivent pas masquer le caractère très hétérogène de la population active étrangère. Des données plus détaillées sur le sujet peuvent être obtenues dans la publication de l'OFS «La population étrangère en Suisse, édition 2008».

2003–2008: La main-d'œuvre suisse et étrangère

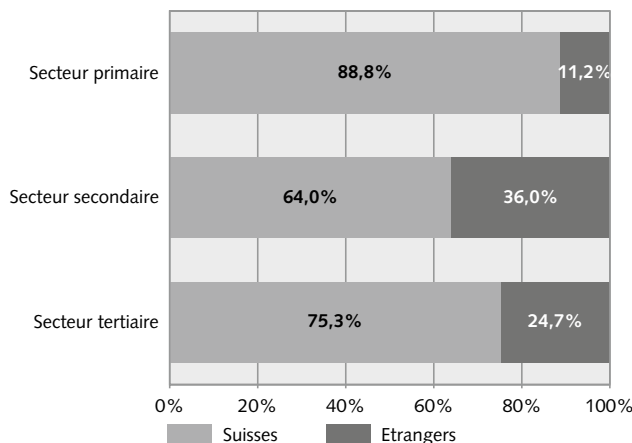
Variation de la population active selon la nationalité, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, juin 2003 – juin 2008



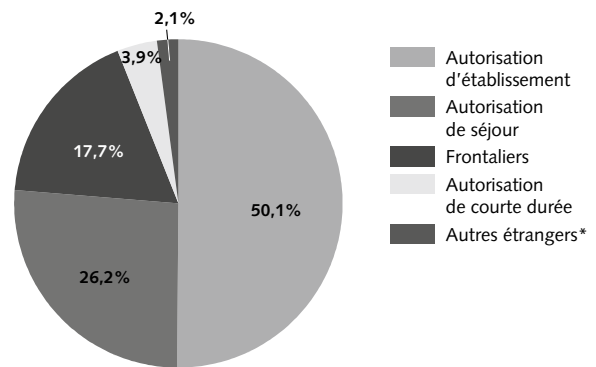
Migration de main-d'œuvre selon la nationalité, en milliers, 2003–2007



Répartition Suisses/étrangers dans les différents secteurs économiques, en pour cent, juin 2008



Composition de la population active occupée étrangère selon l'autorisation de résidence, en pour cent, juin 2008



* Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile.

Source: SPAO

© Office fédéral de la statistique (OFS)

2003–2008: Evolution dans les différents secteurs économiques

Entre 2003 et 2008, le marché du travail poursuit son processus de tertiarisation. En effet, le secteur des services continue de progresser plus rapidement que le secteur industriel. Pourtant, le secteur secondaire connaît une forte progression à partir de la fin de l'année 2005, l'activité industrielle affichant même en 2006 une progression plus soutenue que dans l'emploi tertiaire. Ce rebond du secteur secondaire prend toutefois fin dès le second semestre 2007. Du point de vue salarial, la faible différence entre les salaires du secteur secondaire et du tertiaire est trompeuse: une distinction par sexe indique en effet une bien meilleure rémunération dans le secteur des services.

La tertiarisation de l'économie se poursuit entre 2003 et 2008: le nombre d'actifs occupés dans le secteur des services croît de 283'000 (+9,5%) pour s'établir à 3,274 millions en juin 2008, alors que celui dans le secteur de l'industrie augmente de 58'000 (+5,8% à 1,050 million). Si le secteur tertiaire progresse durant toute la période sous revue, le secondaire présente une évolution variable: entre le 2^e trimestre 2003 et le 2^e trimestre 2004, l'activité industrielle subit encore les effets de la crise conjoncturelle, le nombre d'actifs occupés reculant de 9000 personnes. Le retour de la croissance permet au nombre d'actifs occupés dans ce secteur de connaître rapidement une nouvelle hausse, leur progression dépassant celle observée dans le secteur des services. En juin 2007, le nombre d'actifs occupés du secteur secondaire retrouve un niveau proche de ceux de la précédente période de haute conjoncture (1998–2001). A partir du milieu de l'année 2007, la croissance de l'activité dans le secteur secondaire connaît un net ralentissement, les taux de croissance du nombre d'actifs occupés dans le secteur tertiaire dépassant à nouveau significativement ceux du secondaire. Le secteur primaire enregistre quant à lui un gain de 8000 personnes entre 2003 et 2008 (+4,9% à 182'000).

Le développement du travail à temps partiel n'est certainement pas étranger à la forte progression de l'activité dans le secteur tertiaire. Entre juin 2003 et juin 2008, 162'000 postes à temps partiel sont créés dans le secteur des services (création nette d'emploi), contre la moitié moins de postes à plein temps (81'000). La part des postes à temps réduit passe ainsi de 35,9% en juin 2003 à 38,5% en juin 2008. Dans le secteur secondaire et sur la même période, la part d'emplois à temps partiel progresse de 1 point de pour cent à 12,6%.

Au milieu de l'année 2008, 72,7% des actifs occupés travaillent dans le secteur tertiaire contre 72,0% en juin 2003. Ils ne sont en revanche plus que 23,3% à exercer un emploi dans le secteur secondaire (23,9% cinq ans plus tôt) et 4,0% dans le secteur primaire (4,2% en 2003). Le poids du secteur primaire est plus important en termes de volume d'heures de travail (5,3% du volume total en 2007) en raison d'une durée annuelle de travail par emploi nettement supérieure à la moyenne (2077 heures effectives de travail contre respectivement 1716 heures dans le secteur secondaire et 1459 heures dans le secteur tertiaire).

L'indice des places vacantes et les données du chômage reflètent également l'évolution de l'activité dans les secteurs secondaire et tertiaire. Durant la seconde partie de l'année

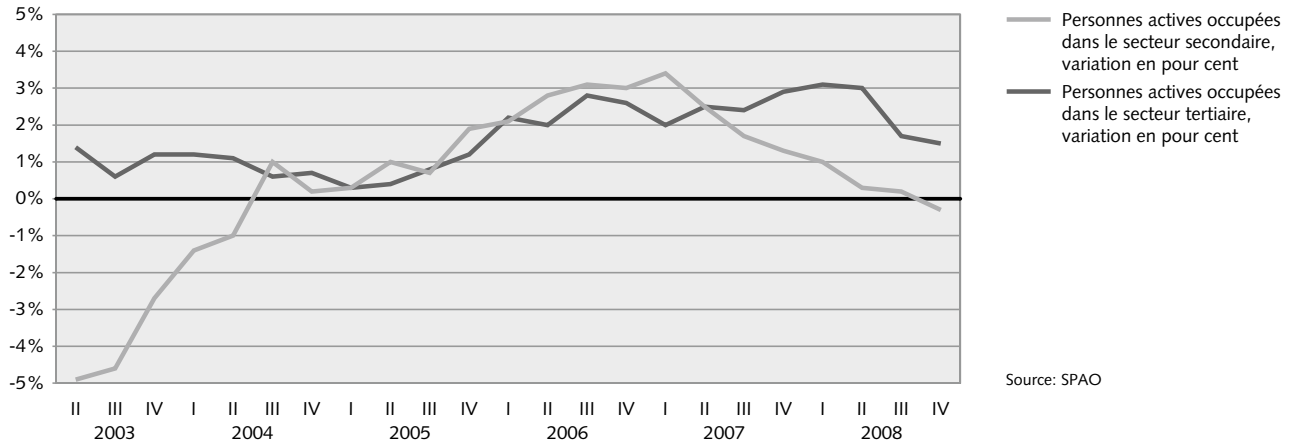
2003, l'indice des places vacantes affiche ses valeurs les plus faibles; il passe même pour la première fois sous la barre des 100 points lors de la seconde partie de l'année 2003, tant dans le secteur secondaire (79 points en décembre 2003) que dans le secteur tertiaire (82 points). Entre juin 2004 et juin 2005, l'indice ne dépasse jamais 120 points. Ce n'est qu'avec l'accélération de la croissance à partir de la fin de 2005 qu'il repart véritablement à la hausse pour atteindre à nouveau de hauts niveaux en juin 2008 (secteur secondaire: 236 points; secteur tertiaire: 209 points), sans rejoindre toutefois les sommets des années 2000 et 2001. Conséquence de la bonne tenue de l'activité dans le secteur de l'industrie durant la période sous revue, la part des chômeurs inscrits issus de ce secteur redescend à 21,5% en juin 2008 contre 24,9% en 2003 (ne sont considérés ici que les chômeurs pour lesquels on dispose de l'information, soit environ 85% des cas).

Avec un salaire brut standardisé médian de 5742 francs par mois en 2006, les salariés du secteur secondaire (secteur privé) semblent à première vue mieux rémunérés que ceux du secteur tertiaire (5547 francs). Cette image est cependant trompeuse: en effet, une ventilation des données selon le sexe montre que pour les hommes comme pour les femmes, les salaires dans le tertiaire (6241 francs pour les hommes et 4893 francs pour les femmes) sont supérieurs aux salaires dans l'industrie (respectivement 5915 et 4846 francs). C'est le fait que les hommes sont proportionnellement bien plus nombreux dans le secondaire qui a pour effet de rééquilibrer les salaires entre les deux secteurs à un niveau agrégé (en juin 2006, les hommes représentent 77,6% des actifs occupés du secondaire contre seulement 47,5% des actifs occupés du tertiaire).

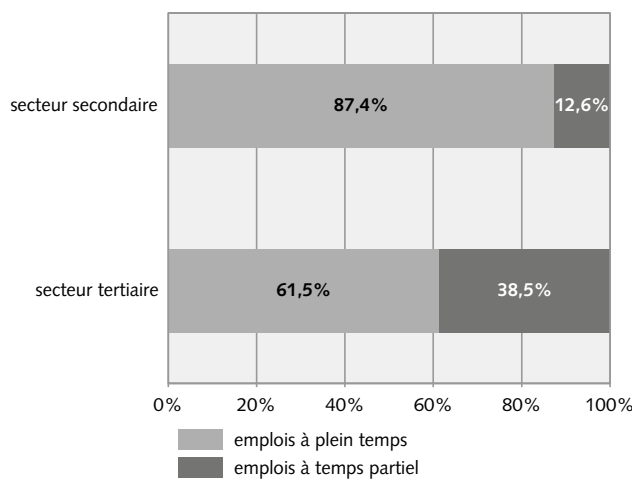
En 2008, les secteurs secondaire et tertiaire enregistrent les progressions des salaires nominaux les plus élevées depuis 2002. Les salaires nominaux du secteur tertiaire accusent un recul progressif de 2002 à 2005 puis progressent à nouveau à partir de 2006 (+1,2%), 2007 (+1,7%) pour atteindre +2,1% en 2008. De même, le secteur secondaire connaît un recul dès 2002 puis une progression régulière dès 2005 (+1,2%), 2006 (+1,1%), 2007 (+1,5%) et 2008 (+1,8%). De 2003 à 2008, la croissance annuelle des salaires réels reste sous la barre des 1%. L'année 2007 affiche les taux les plus élevés avec +0,8% pour le secondaire et +0,9% pour le tertiaire. En 2008, ces taux chutent respectivement à -0,6% et -0,3% notamment du fait d'une inflation marquée à 2,4%.

2003–2008: Evolution dans les différents secteurs économiques

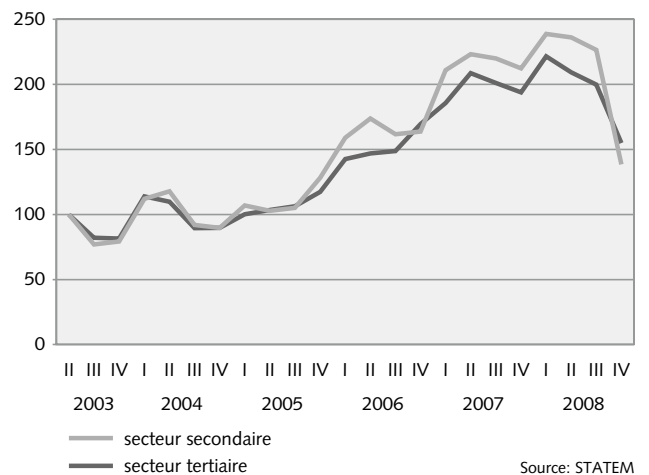
Variation des actifs occupés dans les secteurs secondaire et tertiaire par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, juin 2003 – décembre 2008



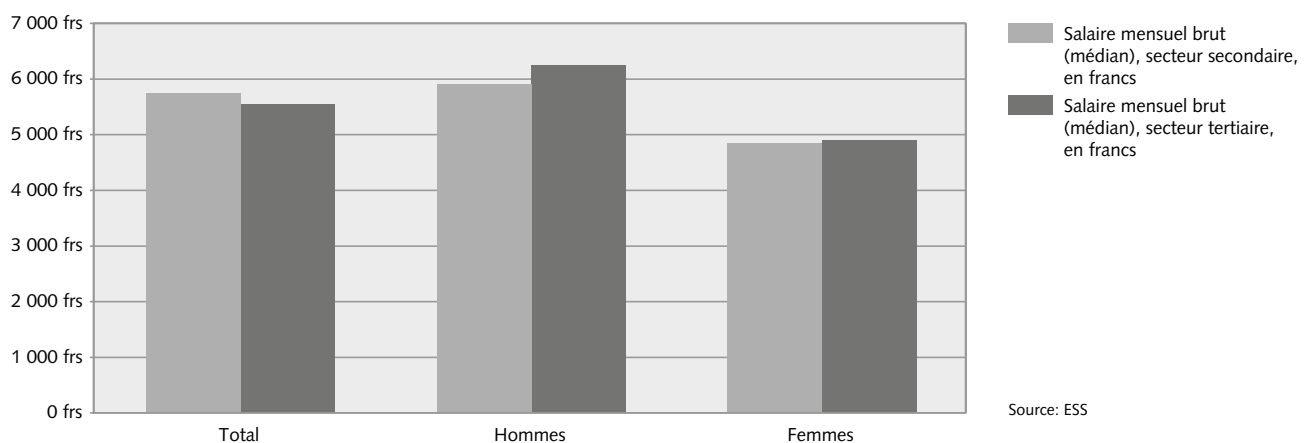
Emplois à plein temps et à temps partiel dans les secteurs secondaire et tertiaire, en pour cent, juin 2008



Indice des places vacantes dans les secteurs secondaire et tertiaire, en point, juin 2003 – décembre 2008



Salaire mensuel brut standardisé (médiane) selon le secteur économique et le sexe, secteurs privé et public, 2006



2003–2008: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Les sept grandes régions de la Suisse se distinguent tant par l'évolution générale de l'emploi et du chômage que par la structure de leur marché du travail. Entre 2003 et 2008, ce sont la Suisse centrale, la Région lémanique et la Suisse orientale qui voient leur population active occupée croître le plus rapidement. La croissance est bien plus faible dans l'Espace Mittelland. Si au 2^e trimestre 2008, le chômage est en baisse dans toutes les régions, les personnes actives du Tessin et de la Région lémanique restent davantage touchées par le phénomène. C'est dans la région de Zurich et dans la Région lémanique que la part des personnes occupées dans le secteur des services est la plus élevée, le secteur industriel restant par contre fortement implanté dans la Suisse du Nord-Ouest ainsi qu'en Suisse orientale. Le niveau des salaires varie aussi géographiquement, l'écart le plus important se relevant entre la région de Zurich et celle du Tessin.

Entre juin 2003 et juin 2008, le nombre d'actifs occupés augmente dans toutes les grandes régions bien qu'à un rythme variable. Les progressions les plus importantes sont observées en Suisse centrale (+14,4% à 423'000 en juin 2008), dans la Région lémanique (+13,3% à 819'000) et en Suisse orientale (+9,4% à 615'000). La hausse est proche de la moyenne nationale (+8,4%) dans la région de Zurich (+7,9% à 875'000), au Tessin (+7,7% à 200'000) et dans le Nord-Ouest de la Suisse (+7,5% à 620'000). Quant au nombre de personnes exerçant une activité professionnelle dans l'Espace Mittelland, il progresse un peu plus timidement (+2,7% à 954'000).

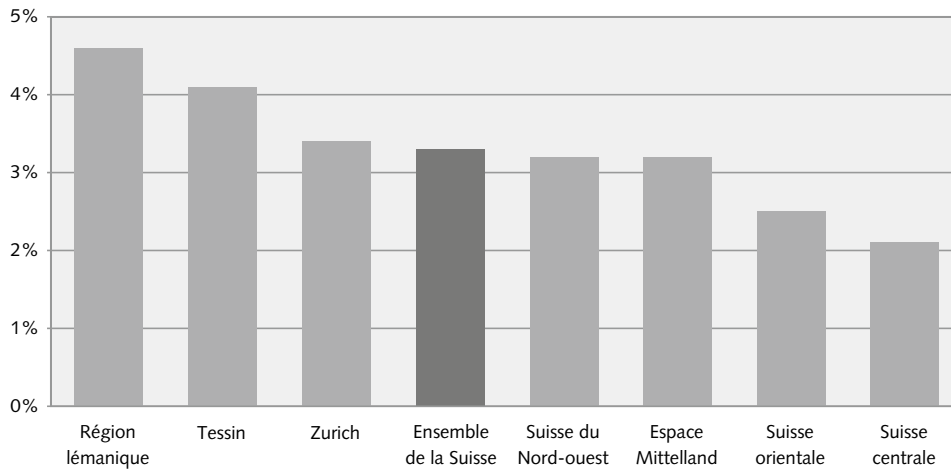
Après avoir atteint de nouveaux sommets au début de la période sous revue, le chômage va rester à des niveaux élevés durant plusieurs trimestres. Alors que la conjoncture montre de premiers signaux d'amélioration au début de l'année 2004, ce n'est qu'à partir de juin 2004 que le nombre de personnes sans emploi entame une lente décrue, tout d'abord très faiblement dans la région de Zurich et en Suisse centrale, avant de s'amplifier puis de se généraliser en juin 2006 à l'ensemble des régions. En juin 2008 et grâce à ce changement de tendance, le taux de sans-emploi est inférieur pour toutes les régions à celui observé en 2003 (Suisse centrale : baisse de -1,5 point à 2,1%; Région lémanique et Zurich: -1,0 point à 4,6% respectivement 3,4%; Suisse orientale: -0,8 point à 2,5%; Suisse du Nord-Ouest: -0,7 point à 3,2%; Espace Mittelland: -0,5 point à 3,2%; Tessin: -0,3 point à 4,1%). Malgré la baisse générale du chômage, toutes les grandes régions ne sont pas touchées par le phénomène de la même manière: la Suisse centrale et la Suisse orientale maintiennent en juin 2008 un faible taux de sans-emploi; à l'inverse, ce taux reste comparativement élevé dans la région lémanique et au Tessin. Il s'approche de la moyenne nationale (3,3%) dans l'Espace Mittelland, en Suisse du Nord-ouest et à Zurich.

La répartition des personnes actives occupées entre les trois secteurs de l'économie est différente selon les grandes régions: par rapport à la répartition sectorielle nationale (tertiaire: 72,7%, secondaire: 23,3%, primaire: 4,0%), la région de Zurich et la Région lémanique se caractérisent par une forte proportion d'actifs occupés dans les services (Zurich: 80,6%, Région lémanique: 78,8%) ainsi que par de faibles proportions de personnes travaillant dans l'industrie (17,2% et 17,6%) et dans le secteur primaire (2,2% et 3,6%). L'Espace Mittelland et la Suisse centrale se distinguent par un secteur primaire relativement fort (respectivement 5,8% et 4,4% des actifs occupés), un secteur secondaire au-dessus de la moyenne (25,0% et 28,6%) et un secteur tertiaire sous-représenté (69,2% et 67,0%). Les régions Suisse du Nord-ouest et Suisse orientale se singularisent par un secteur secondaire important (respectivement 26,4% et 30,1% des actifs occupés); cependant, alors que la Suisse du Nord-Ouest présente une très faible proportion d'actifs occupés dans le secteur agricole (2,7%), leur part est bien plus élevée en Suisse orientale (6,3%). Enfin, le Tessin présente un secteur tertiaire fort (74,4%), un secondaire proche de la moyenne (23,5%) et un secteur primaire sous-représenté (2,1%).

La situation salariale varie selon les grandes régions: avec un salaire brut standardisé médian inférieur à 5000 francs (4899 francs par mois), les salariés au Tessin sont les moins bien rémunérés du pays et gagnent 20,4% de moins que ceux de la région zurichoise (6154 francs), salariés les mieux lotis de Suisse (abstraction faite des différences du coût de la vie). L'écart est cependant moindre qu'en 2002 (22,0%). Entre ces deux extrêmes, le niveau des salaires des cinq autres grandes régions se situe dans un intervalle plus faible: 5902 francs dans la Suisse du Nord-ouest, 5699 dans la Région lémanique, 5552 dans l'Espace Mittelland, 5537 francs en Suisse centrale et 5302 francs en Suisse orientale.

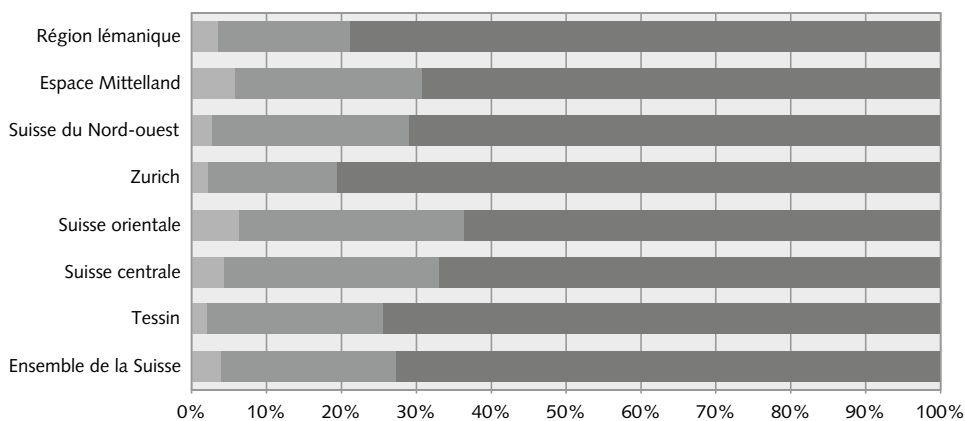
2003–2008: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Taux de sans-emploi par grande région, en pour cent, juin 2008



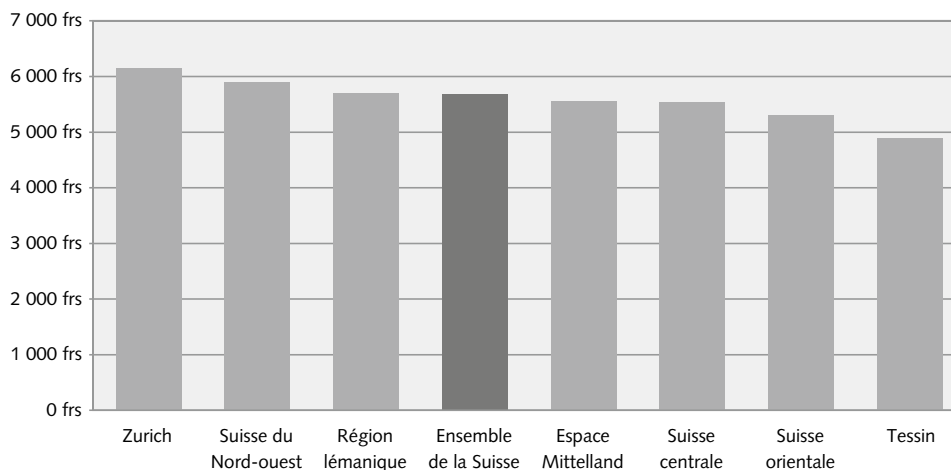
Source: SPSE

Répartition des personnes actives occupées dans les différents secteurs économiques, par grande région, en pour cent, juin 2008



Source: SPAO

Salaires mensuels bruts standardisés (médiane) par grande région, en francs, 2006



Source: ESS

Situation du marché du travail au 1^{er} trimestre 2009 et perspectives à court terme

La dégradation conjoncturelle se fait ressentir sur le marché suisse du travail. Si l'activité continue de progresser au 1^{er} trimestre 2009 par rapport au 1^{er} trimestre 2008, c'est exclusivement en raison de la croissance observée dans le secteur tertiaire, le secondaire s'affichant en recul. Quant au chômage, il poursuit la hausse amorcée au cours du dernier trimestre de 2008. Peu de signes positifs sont perceptibles pour le 2^e trimestre de l'année 2009: l'orientation à la baisse de l'indice des places vacantes et de l'indicateur des perspectives d'évolution de l'emploi traduisent l'inquiétude des entreprises face à une conjoncture très incertaine.

A l'instar de la dégradation conjoncturelle mondiale, l'économie suisse fonctionne au ralenti en ce début d'année 2009. A la fin du 1^{er} trimestre, le pays compte 4,500 millions d'actifs occupés, un effectif en légère hausse par rapport à un an auparavant (+0,6%). Cette évolution positive est due uniquement aux femmes actives occupées (+1,4% entre mars 2008 et mars 2009), le nombre d'hommes actifs occupés ne progressant plus pour la première fois depuis cinq ans. Tant le nombre de travailleurs suisses que le nombre de travailleurs étrangers restent en hausse (+0,4% respectivement +1,4%). Chez ces derniers, la progression résulte de la hausse toujours marquée de l'effectif d'actifs occupés titulaires d'une autorisation de séjour (+5,5%) et de celle des frontaliers (+2,0%), le nombre de travailleurs dans toutes les autres catégories s'affichant en recul (titulaires d'une autorisation d'établissement: -0,1%; titulaires d'une autorisation de courte durée: -3,5%; autres travailleurs étrangers: -13,8%). Au niveau des sept grandes régions suisses, l'évolution est contrastée: alors que le nombre de travailleurs se maintient en hausse dans quatre d'entre elles (Région lémanique: +1,4%; Zurich: +1,1%; Suisse de Nord-Ouest: +1,0%; Espace Mittelland: +0,2%), il est stable en Suisse orientale et recule en Suisse centrale (-0,1%) et au Tessin (-0,3%).

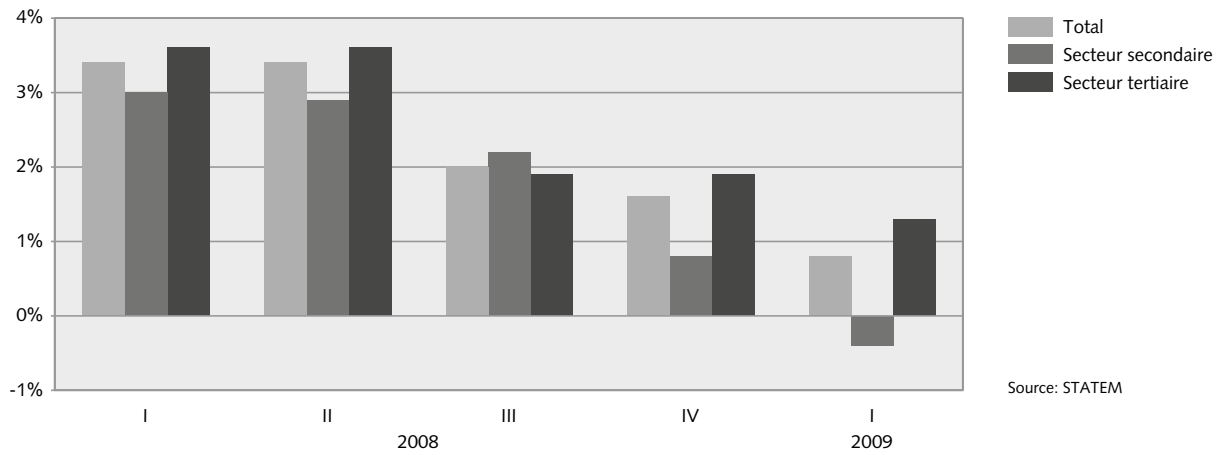
Les indicateurs relevés auprès des établissements des secteurs secondaire et tertiaire révèlent aussi l'affaiblissement que connaît le marché suisse du travail en ce début d'année. Si le nombre total d'emplois continue d'augmenter à la fin du 1^{er} trimestre 2009 par rapport à un an auparavant (+0,8%), c'est exclusivement le fait du secteur tertiaire qui gagne encore 37'000 emplois (+1,3%). L'emploi dans le secteur secondaire s'inscrit quant à lui en baisse pour la première fois depuis plus de quatre ans, affichant une perte de 4000 postes de travail (-0,4%) en l'espace d'un an.

Le ralentissement subit de l'activité professionnelle se traduit par une forte augmentation du nombre de chômeurs inscrits auprès des offices régionaux de placement. En mars 2009, on dénombre 134'700 chômeurs inscrits, soit 30'900 de plus (+29,8%) qu'en mars 2008 (103'800). Les valeurs désaisonnalisées relèvent aussi la robustesse de cette hausse (+18'000 entre décembre 2008 et mars 2009). Le nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (effectifs principalement composés de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ainsi que de personnes en gain intermédiaire) connaît aussi une augmentation entre mars 2008 (55'200) et mars 2009 (57'300).

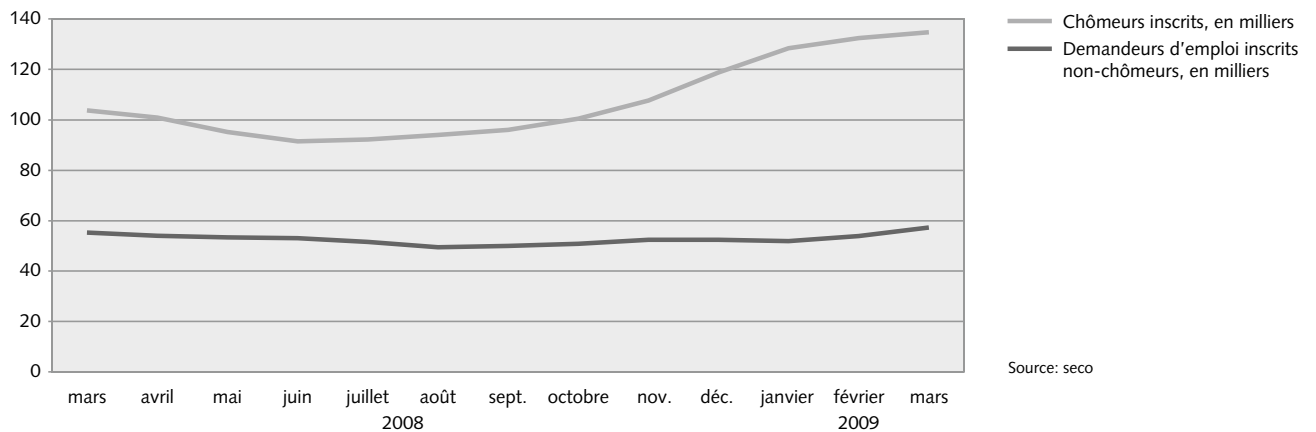
La situation de l'emploi ne s'améliorera pas au 2^e trimestre 2009. Les indicateurs à court terme des enquêtes auprès des entreprises indiquent une détérioration des perspectives d'emploi. Le recul de l'indice des places vacantes amorcé au 4^e trimestre 2008 se poursuit de façon marquée (-37% entre mars 2008 et mars 2009). De même, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi à trois mois recule de 8,2% et passe pour la première fois depuis son introduction sous la barre de 1,00. Selon ces deux indicateurs, le secteur secondaire devrait continuer à être plus affecté que le tertiaire. Enfin, l'indicateur des difficultés de recrutement montre qu'il devient à nouveau plus facile pour les entreprises de recruter le personnel qualifié dont elles ont besoin (baisse de 5,9% de l'indicateur en ce qui concerne le personnel qualifié).

Situation du marché du travail au 1^{er} trimestre 2009 et perspectives à court terme

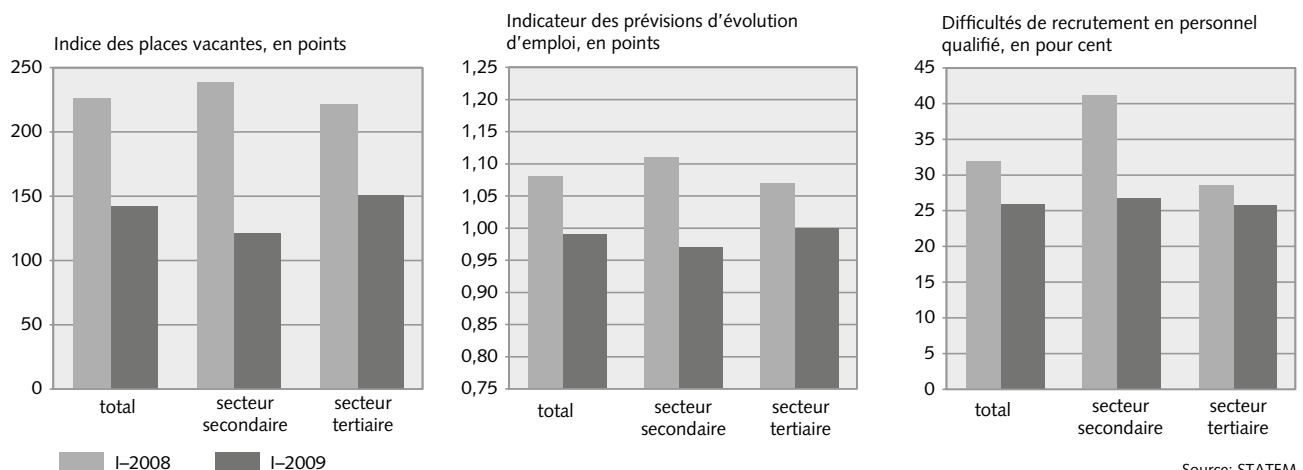
Variation du nombre d'emplois dans les établissements, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, par secteur économique, en pour cent, mars 2008 – mars 2009



Chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, mars 2008 – mars 2009



Indice des places vacantes, indicateur des prévisions d'évolution d'emploi et difficultés de recrutement en personnel qualifié dans les secteurs secondaire et tertiaire, mars 2008 et mars 2009



Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale. La Suisse a l'un des taux d'activité les plus élevés d'Europe, en raison de la forte participation des femmes à la vie active, mais aussi du fait que les travailleurs entrent généralement plus tôt sur le marché du travail et en sortent plus tard. Le travail à temps partiel est nettement plus répandu en Suisse que dans la plupart des autres pays d'Europe. Le taux de sans-emploi en Suisse représente la moitié du taux de sans-emploi moyen de l'Union européenne. Les salaires convertis en euros et sans tenir compte du niveau des prix ainsi que la durée hebdomadaire du travail des salariés à plein temps y sont aussi très élevés. Même si les indicateurs des pays scandinaves se différencient toujours de ceux du sud et de l'est de l'UE, les différences entre ces trois groupes de pays se sont en partie atténuées.

Au 2^e trimestre 2008, le taux d'activité de la population de 15 ans et plus atteignait 68,2% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés en Europe. Seules l'Islande (84,3%, tous les taux de l'Islande se réfèrent à 2007) et la Norvège (74,3%) affichaient des taux d'activité supérieurs. Les pays voisins de la Suisse enregistraient des taux sensiblement inférieurs (Allemagne: 59,2%; Autriche: 61,2%; France: 56,8%; Italie: 49,7%). Dans le sud, les taux d'activité de Chypre (64,2%), du Portugal (62,7%) et de l'Espagne (59,1%) étaient supérieurs à la moyenne de l'UE (57,6%). En Grèce (53,5%), à Malte (49,3%) et, comme mentionné ci-dessus, en Italie, ils étaient par contre nettement plus faibles. La Hongrie (49,9%) et la Belgique (53,0%) présentaient aussi des taux d'activité relativement bas, tout comme les deux derniers pays à avoir intégré l'UE (Bulgarie: 54,1%; Roumanie: 55,1%).

Dans les pays où le taux d'activité est élevé, les travailleurs entrent dans la vie active plus tôt et se retirent plus tard que dans les pays où le taux d'activité est bas. C'est dans les groupes d'âges de 15 à 24 ans et de 50 à 64 ans qu'on observe les taux d'activité les plus variables selon les pays. Les taux de participation des femmes à la vie active diffèrent également d'un pays à l'autre. A Malte (33,5%), en Italie (39,0%), en Hongrie (42,4%) et en Grèce (42,6%), par exemple, moins de la moitié des femmes de 15 ans et plus sont actives, tandis que les pays nordiques présentent les taux les plus élevés (Islande: 79,8%; Norvège: 70,9%; Danemark: 61,3%; Suède: 60,7%; Finlande: 58,7%). La Suisse est dans le peloton de tête avec un taux de 61,3%.

La participation des femmes à la vie active est certainement favorisée en Suisse par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 33,2% des actifs occupés travaillent à temps partiel (femmes: 57,3%). Seuls les Pays-Bas nous devancent (47,2%; femmes: 75,3%). La part des actifs occupés à temps partiel est particulièrement faible en Grèce (5,5%; femmes: 9,7%), dans la partie orientale de l'UE ainsi que dans les pays baltes. Les valeurs les plus basses ont été mesurées en Slovaquie (2,2%; femmes: 3,8%) et en Bulgarie (2,4%; femmes: 2,9%).

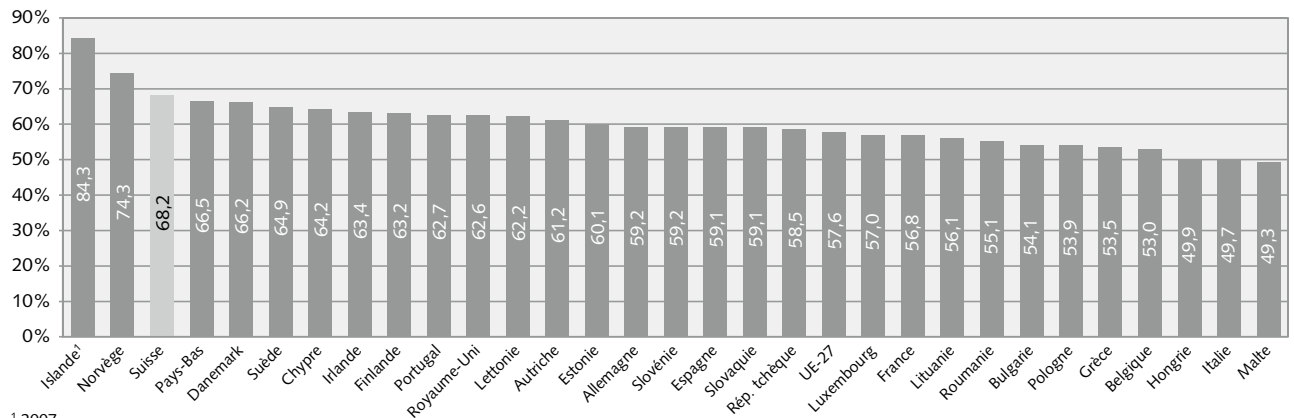
Au 2^e trimestre 2008, le chômage a reculé dans la plupart des pays par rapport au trimestre correspondant de 2007. Avec un taux de sans-emploi de 3,4% (2008), la Suisse fait partie des pays d'Europe les moins touchés par le phénomène. L'Autriche, Chypre, l'Islande, le Danemark et les Pays-Bas enregistrent aussi un taux de sans-emploi inférieur à 4%. Son niveau tombe même à 2,7% en Norvège. Le taux de sans-emploi dans l'UE (6,8%) est en moyenne deux fois plus élevé qu'en Suisse. L'Espagne (10,4%) et la Slovaquie (10,0%) ont enregistré les taux de sans-emploi les plus élevés. Le taux de sans-emploi de la Pologne a accusé la plus forte baisse par rapport au 2^e trimestre de 2007: -2,5 points à 7,1%. Il se rapproche ainsi du taux moyen de l'UE.

Les Suisses travaillent 41,6 heures par semaine. Ce chiffre n'est dépassé que par l'Islande (46,6 heures), le Royaume-Uni (42,5 heures) et l'Autriche (42,3 heures). La majorité des pays de l'est de l'UE, tels que la Bulgarie, la République tchèque, la Slovaquie, la Pologne et la Roumanie présentent aussi des durées de travail supérieures à 41 heures par semaine. La durée hebdomadaire du travail est nettement supérieure à la moyenne européenne (40,5 heures) aux Pays-Bas (38,9 heures), en Irlande (38,8 heures) et en Norvège (38,5 heures).

Enfin, si l'on considère le salaire annuel brut moyen des travailleurs à plein temps dans l'industrie et les services (sans administration publique, enseignement, santé et autres services collectifs et personnels), le fossé reste marqué entre les pays du nord de l'UE 15 et les nouveaux pays membres de l'UE. Convertis en euros, les salaires les plus élevés s'observent au Danemark, en Norvège, en Suisse, au Royaume-Uni, au Luxembourg, en Allemagne et en Irlande (plus de 40'000 euros) et les salaires les plus bas en Bulgarie, Roumanie, Estonie, Lettonie et en Lituanie (moins de 7000 euros). Avec 21'310 euros, Chypre enregistre le salaire le plus élevé parmi les nouveaux pays membres de l'UE et dépasse les salaires les plus bas de l'UE 15 enregistrés au Portugal (15'930 euros), en Grèce (16'739 euros) et en Espagne (21'150 euros). L'analyse des salaires en termes de pouvoir d'achat standard (PAS) supprime l'effet des différences de niveau de prix et induit des modifications dans le classement des pays, en particulier dans la partie supérieure. Ainsi, la Suisse avec 34'328 PAS par année n'occupe plus que la huitième position comparée à la troisième dans la comparaison en euros.

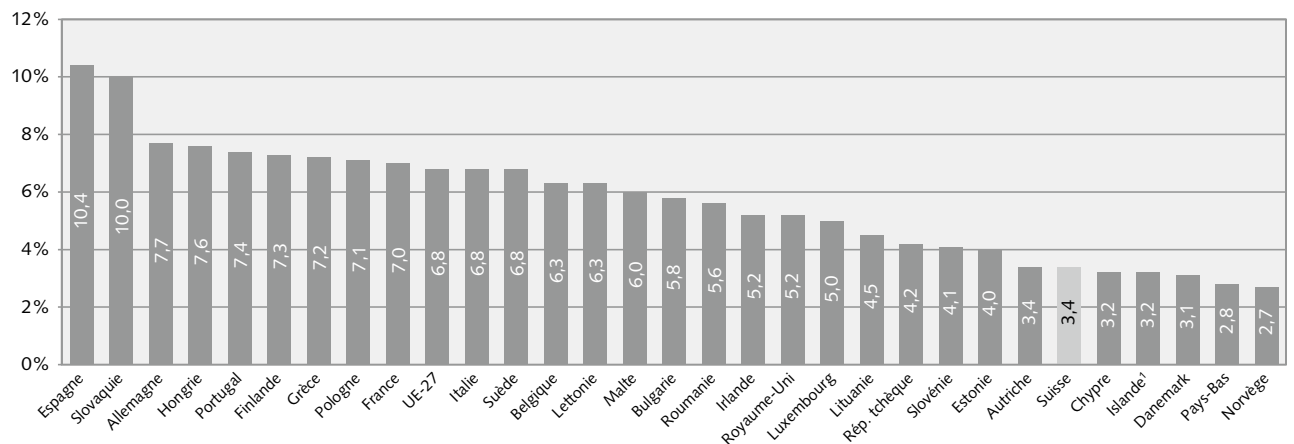
Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Taux d'activité standardisé (personnes de 15 ans et plus) en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2008



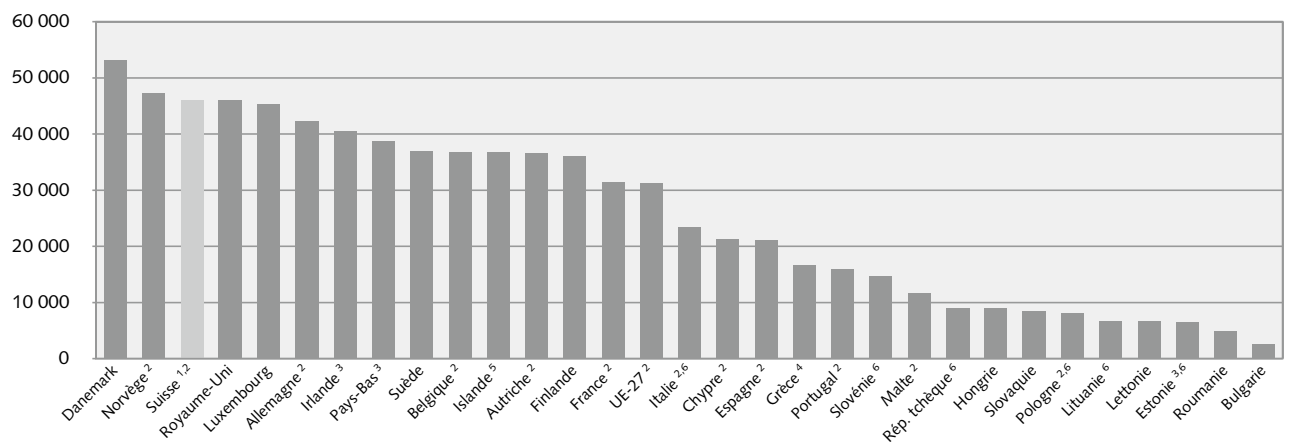
¹ 2007
Sources: ESPA, EUROSTAT (base de données NewCronos, état: mai 2009)

Taux de sans-emploi des personnes âgées de 15 à 74 ans, en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2008



¹ 2007
Sources: ESPA, EUROSTAT (base de données NewCronos, état: mai 2009)

Salaire brut annuel moyen des salariés à plein temps (secteurs de l'industrie et des services*), en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, en Euro, 2007



¹ médiane ² 2006 ³ 2005 ⁴ 2003 ⁵ 2002 ⁶ équivalent plein temps
* sans administration publique, enseignement, santé et autres services collectifs et personnels
Sources: enquête suisse sur la structure des salaires, EUROSTAT (base de données NewCronos, état: mai 2009)

